

La France doit reconnaître l'État de Palestine « le moment venu », c'est maintenant !



Le préambule de la déclaration universelle des droits de l'Homme considère «**que la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables, constituent les fondements de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde.**»

Les Palestiniens privés de leurs droits nationaux fondamentaux, aspirent à redevenir libres et à vivre dans un État souverain et viable. Mais c'est un fait, en occupant et en colonisant la terre palestinienne, en entravant la liberté de circulation par un blocus strict à Gaza et un mur d'annexion en Cisjordanie, en s'appropriant les terres, les maisons et l'eau, **l'État d'Israël se place dans le déni du**

droit international, en rupture avec la déclaration de droits de l'Homme et de la convention internationale des droits de l'enfant.

On a longtemps espéré que la solution pour une paix juste et durable viendrait de la négociation entre Israéliens et Palestiniens. Mais depuis longtemps déjà, cette solution a montré son inefficacité. Sans l'intervention politique et diplomatique des États du monde, de l'ONU, de l'UE, pour faire appliquer les résolutions des Nations Unies, sans l'intervention citoyenne pour exiger d'Israël qu'il cesse de nier et d'entraver les droits nationaux du peuple palestinien et sa légitimité à disposer de lui-même, rien n'est à attendre de nouvelles et hypothétiques négociations.

Et si des avancées substantielles ont vu le jour avec la reconnaissance de l'État de Palestine comme membre à part entière de l'UNESCO et l'admission de la Palestine comme État observateur à l'ONU, **cela reste insuffisant.**

Ce sont 135 pays, comme dernièrement la Suède, qui ont choisi de reconnaître officiellement l'État de Palestine, la France a demandé au Président de la République, par la voix de son parlement, de faire le même choix.

Malgré cette demande de la représentation nationale, la décision n'est toujours pas prise, même si le ministre des affaires étrangères en reconnaît la légitimité, et déclare que **cette reconnaissance se fera « le moment venu ».**

Pendant ce temps, la colonisation se poursuit et Israël refuse de prêter ne serait-ce qu'une oreille, aux tentatives de la France de donner un cadre international à la recherche de la paix, alors **les tergiversations ne sont plus supportables.**

« **Le moment venu** », c'est maintenant ! En aval du vote de l'Assemblée nationale et du Sénat en décembre 2014, le Collectif a lancé une campagne citoyenne pour la reconnaissance immédiate de l'État de Palestine, en proposant à la signature, une carte pétition adressée au Président Hollande pour exiger cette reconnaissance.

Pour marquer sa volonté de poursuivre jusqu'à la reconnaissance effective de l'État palestinien, **le collectif national invite tous les démocrates épris de paix et de justice à participer à la journée d'action nationale et décentralisée qu'il organise le 10 octobre 2015.** Ce sera l'occasion d'exprimer leur colère et leur volonté que la demande présentée au Président soit enfin prise en considération.

Campagne pour la reconnaissance de l'État de Palestine par la France.
à l'appel du *Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens.*

Appellent en Isère : Association des élu-e-s communistes et républicain-e-s (ADECER), Association France Palestine Solidarité (AFPS), Association des Palestiniens en France (APEF), Fédération syndicale unitaire (FSU), Ligue des Droits de l'Homme (LDH), PCF, PCOF, PCF, Pour une alternative à gauche (PAG38), l'UD CGT ...

et les organisations membres du Collectif isérois pour la Palestine : Cercle Juif pour une Paix Juste (CJPJ), CCFD Terre Solidaire, CIIP, EELV, Iran Solidarité, les Alternatifs, Les Femmes en Noir, Ligue de défense des droits de l'Homme en Iran (LDH Iran), Ligue internationale des femmes pour la Paix et la Liberté (LIFPL), Mouvement de la Paix, Maroc Solidarité Citoyennes, Nil Isère, Union Juive Française pour la Paix, NPA, Secours Catholique-Caritas France, Solidarité avec les groupes d'artisans palestiniens (SGAP)

